

rfda 2

1989

Bimestrielle

5^e année

Mars-Avril

Pages 177-390

 sirey

Rubriques

Collectivités locales

Le processus de décentralisation : éléments d'un bilan provisoire

Questions institutionnelles

1. La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 et la coopération intercommunale, par Christine BRÉCHON-MOULÉNES 270
2. Le Conseil d'État et la décentralisation : le cas des transferts de services de l'État aux départements et aux régions, par Jean-Claude DOUENCE 281
- Annexe : Cons. d'Ét., 18 nov. 1988, *Fédération nationale des travaux publics, Syndicat national des entreprises de travaux publics de France et d'Outre-Mer et autres*
3. Le préfet d'Outre-Mer, par Jean-François AUBY, Antoine DELBLOND et Henry HAUSTANT 287

Contentieux

Jurisprudence

- Mise en demeure et recours pour excès de pouvoir, par Jacques ARRIGHI de CASANOVA 297
(Note sous Cons. d'Ét., 27 juill. 1988, *Ministre de l'Urbanisme, du Logement et des Transports C. S.A.R.L. l'Île-aux-loisirs*)

Environnement

Jurisprudence

- Les droits acquis en matière d'installations classées, par Emmanuel GUILLAUME 301
(Concl. sur Cons. d'Ét., Section, 21 oct. 1988, *Ministre de l'Environnement C. Ville de Cagnes-sur-Mer*)

Police - libertés publiques

Jurisprudence

- Le contrôle des opérations de révision des listes électorales, par Bernard STIRN 310
(Concl. sur Cons. d'Ét., Assemblée, 3 févr. 1989, *Maire de Paris*)

Urbanisme

Jurisprudence

- Permis de construire et non-conformité des constructions existantes aux règles d'urbanisme, par Charles de LA VERPILLIÈRE 321
(Concl. sur Cons. d'Ét., Section, 27 mai 1988, *Mme Sekler*)

Le contrôle des plans d'occupation des sols révisés, par Norbert CALDERARO 325
(Concl. sur Trib. adm. Nice, 6 oct. 1987, *S.C.P. « Le Tahiti »*)

L'illégalité d'un plan d'occupation du sol prévoyant l'inconstructibilité des terrains non raccordés, par Jean-Paul DENIZET 336
(Concl. sur Trib. adm. Poitiers, 13 nov. 1987, *Préfet, commissaire de la République de la région Poitou-Charentes, commissaire de la République du département de la Vienne C. Commune de Dissay*)

Droit administratif et droit communautaire

Actualité législative et réglementaire

Les décisions françaises et l'application du droit communautaire, par Marie-France BUFFET-TCHAKALOFF 340

Jurisprudence

Détermination de l'autorité compétente pour prendre les mesures de mise en œuvre d'une directive communautaire, par Louis DUBOUIS 347
(Note sous Cons. d'Ét., Section, 11 juill. 1988, *Conseil départemental de l'Ordre des médecins des Alpes-Maritimes C. M. Boucq*)

Droit administratif et droit international

Actualité législative et réglementaire 352

Actualité jurisprudentielle 358

par David RUZIÉ

Droit administratif et droit social

Actualité bibliographique

Les grands arrêts du droit de la Sécurité sociale (X. Prétot), compte rendu par Jean MÉRIC 361

Droit administratif et finances publiques

Jurisprudence

Le contrôle juridictionnel de l'équilibre réel des budgets communaux, par Daniel LÉVIS 365
(Concl. sur Cons. d'Ét., Section, 23 déc. 1988, *Département du Tarn C. M. Barbut et autres*)

Arrêts récents du Conseil d'État

Période du 15 janvier au 15 mars 1989 373

Pour les **tables** alphabétiques et chronologiques des textes de jurisprudence, voir en fin de numéro.

Les opinions émises dans la revue n'engagent que leurs auteurs.

Correspondance concernant la rédaction

Revue française
de droit administratif
Daloz, 35, rue Tournefort
75240 Paris Cedex 05
Tél. : (1) 43 29 50 80

Abonnements

(Joindre paiement à l'ordre de Daloz-
messageries aériennes sur demande.)

Abonnement annuel partant
du 1^{er} numéro de l'année
6 nos 1989
France et D.O.M. : 495 F
Étranger : 570 F

Administration et abonnements

Daloz, 35, rue Tournefort
75240 Paris Cedex 05
Tél. : (1) 43 31 04 85

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro,
constateront que la livraison précédente ne leur est
pas parvenue, sont priés d'en aviser le service des
abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garan-
tir pendant plus de 6 mois le service des numéros
manquants.

revue française de droit administratif

Table des matières

Les étrangers, les nationaux et le juge administratif*

V. Le contentieux de l'acquisition de la nationalité

L'acquisition de la nationalité par naturalisation, par Christian VIGOUROUX
(Concl. sur Cons. d'Ét., Section, 26 févr. 1988, *Ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale C. Martins*) 178

Documents** 185

VI. Le contentieux du statut des commerçants étrangers

La délivrance de la carte de commerçant, par Josseline de CLAUSADE 186
[Concl. sur Cons. d'Ét., Section, 10 juill. 1987 (2 espèces, 1) *Lachger*, 2) *Abarchih*]

VII. Le contentieux des refus de passeport et d'abandon de nationalité

Droit de quitter la France et droit de quitter la nationalité française, par Bernard PACTEAU 194
(Développements contentieux récents)

Documents** 197

VIII. Le droit d'asile en France dans la perspective communautaire

par Claude NOREK 200

La nouvelle réforme du droit de la communication audiovisuelle : la loi du 17 janvier 1989

I. La loi du 17 janvier 1989 sur la communication audiovisuelle ou la fin de l'illusion lyrique, par Didier TRUCHET 208

II. Le Conseil constitutionnel et la définition des pouvoirs du Conseil supérieur de l'audiovisuel (à propos de la décision n° 88-248 DC du 17 janv. 1989), par Bruno GENEVOIS 215

III. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel, par Jean MORANGE 235

IV. Controverse : les ondes appartiennent-elles au domaine public?

L'article 10 de la loi du 17 janvier 1989

1. Pour, par Bertrand DELCROS 251

2. Contre, par Didier TRUCHET 255

V. Le pouvoir d'injonction du président de la Section du contentieux du Conseil d'État, par Didier TRUCHET 259

(Note sous Cons. d'Ét., Ord. 21 juin 1988, *Président de la Commission nationale de la Communication et des Libertés*, nos 97-234 et 97-235)

(*) Première partie de ce dossier (I-IV) parue dans la précédente livraison, n° 1, 1989.

(**) Pour les documents, V. le sommaire détaillé du dossier p. 177.